

Déclaration Publique

L'adoption par l'Unesco de la Convention pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles est célébrée par la Coalition Chilienne pour la Diversité Culturelle.

Avec le vote favorable de 148 pays, seulement 2 défavorables (États-Unis et Israël) et 4 abstentions (Australie, Honduras, Nicaragua, Liberia), on a adopté le 20 octobre 2005 en session plénière de la 3ème Conférence Générale de l'Unesco, la **Convention pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles**.

Sans doute est-ce là un pas historique pour la culture, le plus important du XXIème siècle, qui incorpore dans l'ordre juridique international, des droits et des obligations pour les États vis-à-vis de la culture. En reconnaissant l'importance qu'il y a à protéger et à favoriser les expressions culturelles des peuples, le caractère spécifique des biens et des services culturels, et en affirmant clairement la souveraineté et le droit des États d'avoir et de développer des politiques culturelles, la Convention engendre des droits et des mécanismes pour faire face aux dangers auxquels sont soumises les expressions culturelles à l'ère de la globalisation, le but étant d'empêcher une homogénéisation culturelle.

La négociation de cette Convention a causé de fortes tentions à l'Unesco, car bien qu'une écrasante majorité de pays l'ait appuyée, les États-Unis ont cherché de façon permanente à obstruer ses avances, en sollicitant la collaboration d'un petit nombre d'États et de hauts fonctionnaires de gouvernements ayant des négociations internationales de commerce. Le gouvernement des États-Unis considère que cette Convention affecterait négativement le commerce international, en freinant la libre circulation des biens et services culturels, comme le montre la récente lettre de Condoleezza Rice aux Ministres des Relations Extérieures des pays membres de l'Unesco. En brisant la tradition de consensus au sein de l'Unesco, les États-Unis se sont constamment opposés aux avances du texte, en faisant pression sur de nombreux pays pour qu'ils s'opposent à la Convention et en présentant des amendements jusqu'à la fin du processus. Les 28 derniers qu'elle a présentés ont été rejetés les uns après les autres, par des votes consécutifs dans la réunion finale de la commission de culture de la Conférence (mardi 18 octobre).

La Convention cherche à fortifier les cultures locales et aussi à renforcer l'échange culturel entre les pays, ce qui, comme l'ont démontré toutes ces années, le marché seul ne garantit pas. Si on n'agit que sous la logique du marché, on tend à la concentration et à un commerce unilatéral. La culture requiert, pour fleurir qu'on articule l'action des créateurs, des acteurs privés, de la société civile et de l'État. Elle requiert qu'on construise des ponts de collaboration entre les peuples, qu'il y ait créativité dans les politiques et les mesures qu'un pays décidera de se donner et ne pas restreindre ses possibilités par des règlements nationaux de traitements d'accès à un marché ou nation plus favorisée.

L'article le plus critiqué fut le numéro 20, celui qui fait référence à la relation de la Convention avec d'autres instruments internationaux. Il établit une relation de non subordination de cet instrument devant d'autres, empêchant ainsi que la Convention ait une force inférieure aux accords internationaux de libre commerce. Le Chili, lors de la Troisième Réunion Inter gouvernementale d'experts, celle qui a défini le texte final de la

Convention, a présenté des réserves au sujet de cet article. Comme Coalition, nous nous sommes réjouis de ce que dans le cadre du Symposium sur la diversité culturelle organisé par le Conseil de la Culture et la Coalition, et avec l'engagement des Ministres Ignacio Walker des Relations Extérieures, et de José Weinstein, Ministre de la Culture, cette réserve ait rapidement été écartée.

Aujourd'hui, s'incorpore au tableau une nouvelle pièce maîtresse qui, dans le cadre juridique international élèvera la culture au-delà des déclarations de bonnes intentions. Tout comme les Droits de l'Homme sont attachés à la personne, les pays ont besoin d'une Convention astreignante, forte et solide, qui permette de défendre et de favoriser leurs expressions culturelles, stimuler un échange équilibré en matière de culture, de renforcer la solidarité culturelle au niveau international et promouvoir les principes de la culture dans d'autres forums internationaux. L'extinction des expressions culturelles des pays est une menace pour l'existence même de leurs nations ; cela est aussi grave et délicat pour le futur de l'humanité que l'est la perte de la biodiversité.

Dans cette action de défense converge la volonté de la majorité des États du monde et le vaste mouvement de la société civile qui a donné lieu à un mouvement inédit à travers les cinq continents et qui a vu naître 31 Coalitions pour la diversité culturelle, parmi lesquelles 9 se situent dans notre continent latino-américain.

La Coalition Chilienne pour la Diversité Culturelle, qui réunit aujourd'hui 21 associations professionnelles de la Culture, se réjouit de ce grand pas et remercie l'engagement du Conseil National de la Culture et des Arts, tout comme celui de beaucoup d'autres qui, de différents lieux et fonctions, ont aidé notre pays à être partie prenante dans cette réalisation. Elle se réjouit de ce que le Chili ait soutenu à cent pour cent, sans réserves ni explications du vote, ce pas historique. Nous remercions aussi les collègues du monde de la culture établis sous d'autres latitudes, les Coalitions pour la diversité culturelle, en particulier celle du Canada, pour son constant travail en faveur de ce rêve qui est devenu aujourd'hui une réalité.

À la base de l'identité et du développement des peuples, se trouvent les expressions culturelles. C'est en partant de la diversité culturelle qu'on peut croître avec l'Autre, ce qui ouvre les portes à un monde plus juste et plus humain. Reste maintenant la ratification d'au moins 30 pays pour que celle-ci soit effectivement un instrument international. Nous espérons que le Gouvernement et le Congrès du Chili soient des tous premiers à donner un tel signal.

Présidente : *Mané Nett*

Vice président : *Juan Carlos Sáez*

Directeur : *Paulo Slachevsky*

(Liste des associations signataires, voir doc. Original esp.)

Coalition Chilienne pour la Diversité Culturelle

Declaración Pública

La *Coalición Chilena para la Diversidad Cultural* celebra la adopción en Unesco de la Convención sobre la protección y la promoción de la diversidad de las expresiones culturales. Con el voto a favor de 148 países, solo 2 en contra (Estados Unidos e Israel) y 4 abstenciones (Australia, Honduras, Nicaragua, Liberia), se adoptó el pasado 20 de octubre en sesión plenaria de la 33a Conferencia General de UNESCO la **Convención sobre la protección y la promoción de la diversidad de las expresiones culturales**.

Es sin duda un paso histórico para la cultura, el más importante en estos primeros años del siglo XXI, al incorporar en el orden jurídico internacional derechos y obligaciones de los Estados en relación a la cultura. Al reconocerse la importancia de proteger y fomentar las expresiones culturales de los pueblos, el carácter específico de los bienes y servicios culturales, y al afirmar claramente la soberanía y el derecho de los Estados a tener y desarrollar políticas culturales, la Convención genera derechos y mecanismos para enfrentar los peligros que viven las expresiones culturales en tiempos de globalización, buscando impedir una homogeneización cultural.

La negociación de esta Convención generó fuertes tensiones en Unesco, pues si bien una abrumadora mayoría de países la apoyó decididamente, Estados Unidos buscó permanentemente obstruir los avances de ésta contando con la colaboración de un pequeñísimo número de Estados y de altos funcionarios de gobiernos trabajando en negociaciones internacionales de comercio. El Gobierno de Estados Unidos considera que ella afectaría negativamente el comercio internacional, frenando la libre circulación de los bienes y servicios culturales, tal como lo muestra la reciente carta - que adjuntamos - de Condoleezza Rice a los ministros de Relaciones Exteriores de los países miembros de UNESCO. Rompiendo la tradición de consenso en UNESCO, Los Estados Unidos se opusieron constantemente a los avances del texto, presionando a numerosos países para que se opusieran a la Convención y presentando enmiendas hasta el final del proceso. Las últimas 28 que presentó fueron rechazadas una a una por votaciones consecutivas en la reunión final de la comisión de cultura de la Conferencia, el martes 18 de octubre.

La Convención busca fortalecer las culturas locales y también potenciar el intercambio cultural entre los países, lo que como se ha demostrado estos años, el mercado por sí solo no garantiza. Si solamente se actúa bajo su lógica, se tiende a la concentración y a un comercio en una sola dirección. La cultura requiere, para florecer, articular la acción de creadores, privados, sociedad civil y Estado. Requiere construir puentes de colaboración entre los pueblos, creatividad en las políticas y medidas que un país pueda darse, y no restringir sus posibilidades por las reglas de tratamiento nacional, acceso a mercado y nación más favorecida.

El artículo más crítico fue el que se refiere a la relación de la Convención con otros instrumentos internacionales, el número 20. Establece una relación de no subordinación de este instrumento ante otros, impidiendo que la Convención tenga una fuerza menor que los acuerdos internacionales de libre comercio. Chile, en la Tercera Reunión Intergubernamental de expertos, la que definió el texto final de la Convención, presentó reservas ante ese artículo. Como Coalición, nos alegró que rápidamente, en el marco del Simposio sobre diversidad cultural organizado por el Consejo de Cultura y la Coalición, y con el compromiso de los

ministros Ignacio Walker, de Relaciones Exteriores, y Jose Weinstein, de Cultura, esta reserva fuera retirada.

Hoy se incorpora al tablero una nueva pieza fundamental que elevará a la cultura en el ámbito jurídico internacional más allá de las declaraciones de buenas intenciones. Como las personas requieren de los derechos humanos, los pueblos requieren de una Convención vinculante, fuerte y sólida, que permita defender y fomentar sus expresiones culturales, estimular un intercambio equilibrado en cultura, reforzar la solidaridad cultural a nivel internacional y promover los principios de la cultura en otros foros internacionales. La extinción de las expresiones culturales de los países atenta contra la existencia misma de éstos como naciones; ello es tan grave y delicado para el futuro de la humanidad como lo es la pérdida de la biodiversidad.

En esta defensa converge la voluntad de la mayoría de los Estados del mundo y el amplio movimiento de la sociedad civil que ha dado lugar a un inédito movimiento a través de los cinco continentes que ha visto nacer 31 coaliciones para la diversidad cultural, 9 de las cuales están en nuestro continente.

La Coalición Chilena para la Diversidad Cultural, que reúne hoy a 21 asociaciones profesionales de la cultura, celebra este gran paso y agradece el compromiso del Consejo Nacional de la Cultura y las Artes, como de muchos otros, que desde diversos lugares y funciones ayudaron a que nuestro país sea parte de este logro. Alegra que Chile haya apoyado en un 100%, sin reservas ni explicaciones del voto, este paso histórico. Agradecemos también a los colegas del mundo de la cultura de otras latitudes, a las coaliciones para la diversidad cultural, particularmente la de Canadá, por su constante trabajo en pos de este sueño que hoy se hace realidad.

La existencia de las expresiones culturales de los pueblos está en la base de sus identidades y desarrollo. Desde la diversidad cultural se puede crecer junto al otro, lo que abre las puertas a un mundo más justo y humano. Queda ahora la ratificación de a lo menos 30 países para que ésta tenga vigencia como instrumento internacional. Esperamos que el Gobierno y el Congreso de Chile sean de los primeros en dar esa señal.

Presidenta : *Mané Nett*

Vicepresidente : *Juan Carlos Sáez*

Directora : *PiaRey*

Director : *Paulo Slachevsky*

Sindicato de Actores de Chile Sidarte; Sociedad Chilena del Derecho de Autor Scd ; Asociación de Editores de Chile Edin; Sociedad de Derechos Literarios Sadel; Sociedad de Gestión de los Creadores de Imagen Fija, Creaimagen; Corporación de Actores de Chile, Chileactores; Sociedad Chilena de Intérpretes SCI; Sindicato de Trabajadores de la Música de Chile, Sitmuch; Asociación de Pintores y Escultores de Chile Apech; Corporación Teatral de Chile; Sociedad de Autores Nacionales de Teatro, Cine y Audiovisual, ATN; Prodanza; Federación Plataforma Audiovisual de Chile; Asociación de Productores de Cine y TV, Apct; Asociación de Documentalistas de Chile, Adoc; Asociación del Cortometraje Chileno Acorch; Asociación de Directores y Guionistas de Chile, Adg; Sociedad de Escritores de Chile, Sech; Sindicato de Profesionales y Técnicos Cinematográficos de Chile, Sinteci; Corporación de Pedagogos Teatrales, CORPET; Corporación Teatral de Chile, Cortech.

Coalición Chilena para la Diversidad Cultural